

Textile: un secteur miné par l'économie informelle



Dr

Revue de presse Selon une étude de la CGEM, la part de l'économie informelle dans l'industrie du textile et de l'habillement au Maroc est de 54%. Un taux important, qui risque de mettre à mal les entreprises structurées. Une revue de presse de La Vie Éco.

Par **Khalil Rachdi**

Le 30/04/2023 à 21h49

Tout le monde le sait, ou presque: l'industrie du textile et de l'habillement est l'une des plus touchées par l'économie informelle, aussi bien en ce qui concerne les importations que la production en elle-même. Une nouvelle étude élaborée par la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) vient de confirmer ce constat: la part de l'économie informelle représente 54% de ce secteur, et vient ainsi devancer plusieurs autres activités, comme le BTP ou le transport routier.

La Vie Éco explique que les filières les plus touchées sont la confection et le tissu d'ameublement. Selon l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH), ces deux filières sont «vulnérables à l'économie informelle en raison de la facilité avec laquelle les produits finis peuvent être fabriqués dans des petites unités et vendus sur le marché local», indique l'hebdomadaire.

Pour la filière du tissu d'ameublement, la part de marché détenue par les ateliers informels varie entre 5 et 6% dans un marché estimé à 40 millions de mètres par an. Selon les professionnels, l'activité des petites unités, principalement localisées à Casablanca, est «pénalisante pour le secteur dans la mesure où les prix sont cassés et où nos modèles sont copiés alors que cela a nécessité un coût pour la recherche des matières et le design».

La Vie Eco rappelle que le circuit informel est bien structuré, et a su développer un courant d'affaires avec des entreprises qui s'acquittent de leurs impôts, auprès desquelles ces ateliers s'approvisionnent en intrants.

D'après l'hebdomadaire, les paiements s'effectuent cash, sans qu'aucune facture ne soit émise. Des transactions qui préoccupent l'AMITH, qui se mobilise pour lutter contre cette économie informelle, à l'origine de concurrences déloyales.

L'économie informelle met en effet à mal des entreprises structurées, qui respectent les lois et les réglementations en vigueur, et peut aussi compromettre la protection des droits des travailleurs.

Ceux-ci peuvent en effet «être exposés à des conditions de travail précaires, avec des salaires bas, des heures de travail excessives et un manque de protection sociale», explique l'hebdomadaire.

Par **Khalil Rachdi**

Le 30/04/2023 à 21h49